



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

Secrétariat Général Service des ressources humaines Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales Bureau des affaires statutaires et réglementaires Adresse : 78 rue de Varenne – 75349 Paris 07 SP Suivi par : Odile SCHELTIERNE Tél : 01 49 55 48 06 Fax : 01 49 55 83 20 Réf. Interne : NS journeesolidarite ADDITIF	NOTE DE SERVICE SG/SRH/SDDPRS/N2006-1091 Date: 03 avril 2006
--	---

Date de mise en application :

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

Annule et remplace :

à

Date limite de réponse :

Nombre d'annexe: 0

Objet : Additif relatif à l'organisation de la journée de solidarité au Ministère de l'agriculture et de la pêche

Bases juridiques :

- la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées
- le décret n°2004-1307 du 26 novembre 2004 modifiant le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'Etat
- Courrier Fonction Publique du 27 septembre 2005
- Note de service SG/SRH/SDDPRS/N2006-1002 du 4 janvier 2006 relative à l'organisation de la journée de solidarité au Ministère de l'agriculture et de la pêche

Résumé : La présente note complète et précise la note de service relative à l'organisation de la journée de solidarité pour les personnels relevant du Ministère de l'agriculture et de la pêche.

MOTS-CLES : ADDITIF à la journée de solidarité

ANNEXE :

Destinataires	
Pour exécution : Administration centrale Services déconcentrés Etablissements d'enseignement	Pour information : Etablissements publics Syndicats

Suite aux interrogations des services concernant l'organisation de la journée de solidarité au Ministère de l'agriculture et de pêche, il convient de rappeler et de préciser :

1) Le lundi de Pentecôte 2006 (lundi 5 juin 2006) sera chômé au Ministère de l'agriculture et de la pêche.

Les agents du Ministère de l'agriculture et de la pêche (administration centrale, services déconcentrés, établissements d'enseignement) ne travaillent pas le lundi de Pentecôte. Tous les services du Ministère seront fermés.

La seule dérogation : les agents exerçant leurs fonctions au sein des abattoirs.

Cette dérogation s'explique par souci de garantir le même régime à toute la communauté de travail au sein de ces structures et de permettre ainsi la continuité de l'activité, alors même que les agents des abattoirs ont des statuts différents. Il a été décidé que les agents du MAP travaillant en abattoirs seront soumis aux modalités d'organisation de la journée de solidarité au sein de ces structures afin de ne pas aboutir à une désorganisation du travail.

En effet, une autre application aurait pu conduire à des situations délicates: un abattoir ouvert le lundi de Pentecôte, appliquant la journée de solidarité sous une forme différente dans la convention collective ou dans la collectivité locale concernée, fonctionnerait sans aucun agent du ministère, absents car le lundi de Pentecôte est chômé.

2) Le principe retenu pour effectuer la journée de solidarité au Ministère de l'agriculture et de la pêche est le retrait d'une journée ARTT avec restitution au crédit de l'agent du temps accompli, selon le cycle de travail et la quotité de travail, au delà des 7 heures (sauf agents des abattoirs, agents au cycle de travail à 35 heures ne bénéficiant pas de jours ARTT, agents des établissements d'enseignement). Il convient de se reporter aux exemples donnés par la note de service SG/SRH/SDDPRS/N°2006-1002 du 4 janvier 2006.

Exemple 1 : pour un agent à temps plein dont le cycle de travail de 38h30 équivaut à 7h42 par jour sur 5 jours, le crédit restitué correspond à 42 minutes

Exemple 2 : pour un agent à temps partiel 80% dont le cycle de travail de 38h30 équivaut à 7h42 par jour sur 4 jours, le crédit restitué correspond à 42 minutes + (7h-5h36) = 2h06 minutes

- il ne s'agit donc pas d'une option pouvant être contournée par la présence des agents le lundi de Pentecôte

- la restitution au crédit de l'agent du temps accompli, selon le cycle de travail au delà de sept heures, est réalisée en heures sur le compte de l'agent quelque soit la quotité de travail et même si cette restitution est équivalente ou supérieure à une demi-journée.

- le crédit acquis (équivalent à deux demi-journées ou une journée de récupération) de façon journalière par un agent ayant un cycle de travail supérieur à 35 heures et bénéficiant de jours ARTT, ne peut faire office de journée de solidarité en remplacement du retrait d'une journée ARTT.

3) S'agissant des personnels enseignants, des personnels d'éducation et des personnels administratifs de l'enseignement agricole, les dispositions de l'arrêté du 4 novembre 2005 fixant la journée de solidarité pour les personnels relevant du Ministère de l'éducation nationale ont été retenues. Elles distinguent :

1° pour les personnels enseignants du second degré et les personnels d'éducation, une journée, le cas échéant fractionnée en deux demi-journées, sera consacrée hors temps scolaire à la concertation sur le projet d'établissement et, dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole, à la définition d'un programme d'action en faveur de l'orientation et de l'insertion scolaire sociale et professionnelle des jeunes.

2° pour les autres personnels de la communauté éducative, la journée de solidarité prend la forme d'une journée ou d'une durée de travail de sept heures, continue ou fractionnée, effectuée aux dates déterminées par l'autorité responsable de l'organisation du service après consultation des personnels concernés et présentation du dispositif devant le comité technique paritaire local compétent

Si ces personnels optent pour une durée de travail continue (deux demi-journées ou une journée) et non fractionnée, la journée de solidarité pourra s'effectuer si tel est le choix retenu par l'agent et son supérieur hiérarchique, aux mêmes dates et dans les mêmes conditions que les personnels enseignants et les personnels d'éducation et ainsi être consacrée à une concertation sur le projet d'établissement et, dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole, à la définition d'un programme d'action en faveur de l'orientation et de l'insertion scolaire sociale et professionnelle des jeunes.

Le Secrétaire Général

Dominique SORAIN